

Buenos Aires: création d'une commission mixte afin de chercher une solution pour le BAUEN

01-09-2007

Les travailleurs du BAUEN ont marché lundi dernier à la Place de Mai pour exiger au gouvernement national une solution politique à la demande de la justice de rendre l'hôtel à ses anciens "propriétaires". Ils ont été accompagnés par 2500 personnes et ont obtenu un entretien avec le ministre de l'Intérieur. Il a été conclu la création d'une commission mixte pour trouver une solution favorable à la gestion coopérative.

Face à la pression judiciaire qui pèse sur le BAUEN, les travailleurs se sont mobilisés à la Casa Rosada (siège de l'exécutif) lundi dernier accompagnés par 2500 personnes pour exiger une solution politique en ce qui concerne la « propriété de l'hôtel en faveur de la coopérative de travail ». Depuis qu'il a été rouvert par les travailleurs en 2003, et après avoir été démantelé et fermé pendant deux ans, il est aujourd'hui en dispute. Vers 18hs, une délégation du BAUEN a été reçue par le ministre de l'Intérieur, Anibal Fernandez, avec les Mères de la Place de Mai, qui ont obtenu l'entretien. Lors de la réunion, qui a duré environ un quart d'heure, les travailleurs lui ont remis de la documentation sur le processus de récupération et des informations légales concernant la situation de l'hôtel. Après l'entretien, ils ont conclu la création d'une commission mixte intégrée par des fonctionnaires du gouvernement national et des techniciens de la coopérative pour travailler en vue d'une solution en ce qui concerne la dette de 18 millions de pesos contractée par la famille Iurcovich auprès de la Banque Nationale de Développement (BANADE) et qui demeure impayée.

L'hôtel a été construit en 1978 avec un crédit millionnaire de la BANADE pour satisfaire la demande touristique à l'occasion de la coupe du monde de football. Puis le Bauen Suite (situé aux avenues Corrientes et Callao, à Buenos Aires) et le Bauen Buzios (cabanons aux Brésil) ont été construits avec les revenus du Bauen. Pendant les dix-huit ans d'administration, pour augmenter les revenus, les patrons ont changé cinq fois de raison sociale (l'une d'entre elles Crafton S.A.) afin de faire démissionner l'ensemble du personnel pour le rebaucher sous la « nouvelle firme », les travailleurs perdant ainsi leurs droits acquis.

En 1997, l'administration de l'hôtel est passée entre les mains du groupe Solari S.A., aux capitaux chiliens, par le biais d'un accord fabriqué de bail avec option d'achat (comprenant immeuble, biens meubles, marques et personnel). Cependant, Solari S.A. a fait faillite en 2001 en raison de sa mauvaise gestion et pendant un an le Bauen a continué à fonctionner par ordre judiciaire, sous la surveillance du syndicat, avec le peu de personnel restant après les licenciements progressifs sans paiements de salaire et aguinaldos (prime de treizième mois) dus. Enfin, le 28 décembre 2001, la « Justice » a fermé l'hôtel et celui-ci est resté fermé et abandonné sans qu'il n'y ait d'intérêt de le rouvrir. Pendant ce temps, Bauen SACIC et la firme Mercoteles S.A., justifiant avoir effectué un transfert immobilier à Mercoteles S.A., ont exigé au juge la restitution de l'immeuble.

Le 21 mars 2003, 32 anciens employés qui luttent encore pour leurs salaires ont occupé et y ont formé une coopérative. Immédiatement, le juge leur en a donné la garde et a jugé que la possession précaire - figure légale qui empêche la vente ou la location de l'immeuble - revenait aux Iurcovich. À partir de la décision du Juge, les Iurcovich ont demandé la restitution du BAUEN, en invoquant que l'hôtel leur appartenait car la vente à Solari n'avait pas été conclue.

Le juge a décidé que la famille devait rembourser à Solari le montant du premier et unique versement de quatre millions de pesos qui avaient été effectués par ce groupe. Mais cette somme n'a pas non plus été remboursée.

En juin 2004, fatigués de ne pas obtenir de réponse de la justice, les travailleurs ont connu ce que c'est que de remonter une entreprise grâce à leur seul capital : la force de travail. Sans aucun genre de subvention, ils ont rouvert l'hôtel. Au début, ils cédaient les salons en échange d'éléments de nettoyage. Le 7 décembre 2005, le parlement de la ville de Buenos Aires a voté la création d'une commission formée par sept députés pour négocier dans un délai de 120 jours la restitution de l'hôtel Bauen à la famille Iurcovich, les propriétaires d'origine. Cette mesure a laissé sans effet la loi d'expropriation temporaire pour laquelle luttent les travailleurs. Cependant, aujourd'hui cette décision n'a toujours pas été matérialisée car elle n'a pas été réglementée par le pouvoir exécutif.

Cette année, début août, la juge chargée de l'affaire commerciale du BAUEN, Paula Hualde, a émis un ordre contre la coopérative qui enjoint les travailleurs à déloger l'hôtel dans les 30 jours pour le remettre à Mercoteles S.A., firme demandant l'immeuble à travers Samuel Kalimen, prête-nom ayant un lien de parenté avec les Iurcovich.

Jeudi dernier, l'appel déposé par les avocats du BAUEN a été reçu, ce qui suspend la mesure de la juge jusqu'à ce que la Chambre d'appel émette une résolution.

Après la réunion avec Fernandez, la délégation du BAUEN s'est approchée de l'acte qui avait lieu en attendant et a lu les différentes adhésions, puis des représentants d'organisations et partis politiques ont pris la parole pour donner leur soutien aux travailleurs.

Fabio Resino a été chargé d'annoncer la nouvelle et a remercié les Mères de la Place de Mai en considérant que « (...) cette démarche auprès du gouvernement national, que nous attendions depuis longtemps, a été rendue possible grâce à la demande qu'ont faite Hebe de Bonafini et l'ensemble des Mères de la Place de Mai, au gouvernement national pour que celui-ci reçoive les travailleurs du BAUEN et qu'il écoute la voix des travailleurs. »

Il a ensuite passé le micro à Hebe de Bonafini, présidente de l'Association des Mères, qui a manifesté : « les Mères nous avons déjà dit que le BAUEN, il faut le défendre avec le sang, parce que c'est une conquête énorme des travailleurs que d'occuper des usines, des restaurants, des hôtels et quoi que ce soit, voilà pourquoi nous ne devons pas le permettre (qu'il soit délogé), parce que c'est une conquête des travailleurs ». Et elle a ajouté que les mères sont là pour intercéder en faveur des besoins des travailleurs.

Les coopérativistes ont considéré la création de la commission comme un pas important mais ils ont signalé qu'ils continueront en état de mobilisation et ont invité tous les présents à se réunir tous les jeudis pour décider des futures activités. Federico Tonarelli, travailleur du BAUEN, a exprimé : « même si nous sommes contents, nous n'allons pas baisser les bras et nous poursuivront les activités ».

Lors de la clôture de l'acte, Marcelo Ruarte, travailleur du BAUEN, a remercié les présents et leur a manifesté : « sans votre soutien, nous n'aurions pas réussi ce combat »

Ont été présents: les entreprises récupérées Brukman, Coopératives Textiles Pigué, Coopérative Unidos por el Calzado (CUC), Pauny S.A (ex Zanello), Hôpital Vétérinaire Coopératif MAPA et des organisations telles que le Corps de Délégués du Métro, Anciens mercerizados du Métro, Coordination pour un métro public, Front d'Organisation en Lutte (FOL), Coopérative Mains Ouvrières, Assemblée du Peuple, Assemblée Urquiza, Voisins Autoconvoqués, Hôpital Français, Multi organisations de San Cristóbal et Balvanera, Union de Paysans du Chaco, Front d'Organisation de Cartoneros de la Banlieue de Buenos Aires, Centre d'Étudiants de Sciences de l'Éducation de la Université de Lujan, Bacheliers d'Éducation Populaire dans les Usines Récupérées et les Organisations PTS, PO, MST, CCC, MTR 12 de Abril et Courant du Peuple, entre autres.

Source : ANRed – FR

Traduction : <http://amerikenlutte.free.fr>